

# plein temps

Parti communiste français  
collectif *Activité en direction des retraité-e-s*  
06.08.81.19.61 - d.junker93420@gmail.com

N°60 mai 2019

## retraité-e-s de tous les régimes...

**L**a réforme Macron des retraites n'a qu'un but, maintenir l'enveloppe des moyens consacrés à la retraite à 14 % des richesses créées par le travail. Compte tenu de l'augmentation d'environ 6 millions de la population des plus de 60 ans d'ici 2040, ce verrouillage des ressources induira nécessairement une baisse drastique des pensions pour chaque retraité-e-.

Et le reste, les injustices sociales, les retraité-e-s dans la misère... Il s'en fout ! Emmanuel Macron n'est là que pour servir SA classe sociale, la fraction la plus aisée des classes moyennes. Pour cela, il multiplie les cadeaux aux plus fortuné-e-s et joue la division, jeune/vieux, actif/retraité, régime général/régimes spéciaux.

### Pas de moyens, face aux besoins de santé

SA loi santé, actuellement discutée au Parlement, va « labelliser » 500 à 600 hôpitaux de proximité, ce qui va se traduire par de nombreuses fermetures de services et de lits en chirurgie, obstétrique et urgences dans les territoires. Cela va aboutir à moins d'offres de soins, concentration dans les grandes métropoles et moins de proximité pour toute la population quelque soient les besoins.

Alors que des moyens considérables sont nécessaires pour faire face à l'augmentation attendue du nombre de personnes en perte d'autonomie, le gouvernement propose une fois de plus de prendre dans la poche des salarié-e-s et des retraité-e-s. Pour le financement des mesures, les besoins étant estimés à 9,2 milliards € d'ici 2030, le rapport Libault propose qu'après 2024, la

contribution à la réduction de la dette sociale (CRDS) qui arrive alors à son terme, soit prolongée pour financer en partie la perte d'autonomie.

### Si c'est lui qui le dit !

Ainsi, nous sommes dans une période où les forces néolibérales ont besoin, pour relever le taux de profit, de s'en prendre aux fondamentaux conquis à la libération, la Sécurité sociale, les retraites, la protection sociale.

Pour autant, faisant le constat que : « notre capitalisme mondial produit plus d'inégalités qu'il n'en

a jamais créées dans nos pays développés », Emmanuel Macron ne considérerait-il pas que nous étions peut-être arrivés « au stade final du capitalisme mondial qui par ses excès manifeste son incapacité à durer véritablement ».

Daniel Junker



### DANS CE NUMÉRO

- Autonomie et grand âge page 2
- L'ordolibéralisme à l'œuvre en Europe et dans le monde page 3
- La nouvelle bataille des retraites page 4

## unissons-nous !

## et grand âge

Alors que des moyens considérables sont nécessaires pour faire face à l'augmentation attendue du nombre de personnes en perte d'autonomie, D. Libault, ancien directeur de la Sécurité sociale, rapporteur auprès du gouvernement, propose une fois de plus de prendre dans la poche des salarié-e-s et des retraité-e-s.

Les récentes et fortes mobilisations autour des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) ont révélé que les moyens consacrés à l'aide à l'autonomie (30 milliards € dont 24 issus de la solidarité nationale) sont largement insuffisants. En 2040, 2 millions de personnes seront en perte d'autonomie. Il y en a 1.3 aujourd'hui. Il faudrait donc plus de 60 milliards € pour répondre aux besoins nouveaux.

### Des ambitions affichées, pas de moyens !

Les 175 propositions du rapport Libault, destinées à alimenter un nouveau projet du gouvernement prétendent à

une « réforme ambitieuse de la politique du grand âge », avec la création de Maisons des aînés et des aidants. La situation des personnes dépendantes s'améliorerait par la baisse du reste à charge.

D. Libault insiste pour un plan de rénovation des établissements, en particulier publics, de 3 milliards d'euros sur 10 ans et l'augmentation de 25% des effectifs des EHPAD d'ici à 2024. Un plan national pour les métiers du grand âge devrait être lancé pour renforcer l'attractivité de ces métiers.

Mais, pour le financement de la réforme, les besoins étant estimés (bien insuffisamment) à 9,2 milliards € d'ici 2030, le rapport propose de procéder en deux étapes :

- avant 2024, les dépenses seraient financées en recourant à l'affectation d'éventuels excédents du régime général ;
- après 2024, la contribution à la réduction de la dette sociale (CRDS) qui arrive alors à son terme, serait prolongée pour financer en partie la perte d'autonomie.

### Pour un droit à l'autonomie

Le PCF propose la mise en place d'un processus d'autonomisation de la personne, qui vise à la libérer d'un état de sujétion, à lui permettre

d'acquérir la capacité d'user de la plénitude de ses droits, de s'affranchir d'une dépendance d'ordre social, moral ou intellectuel. Il ne s'agit pas seulement d'indemniser les personnes ou d'accompagner leur trajectoire de vie, mais aussi et surtout de créer les conditions économiques et sociales de leur autonomie tout au long de leur vie.

Cela implique de se donner les moyens d'inter-

venir sur les conditions d'emploi et de travail, sur les conditions de la recherche médicale et de la prise en charge médicale et médico-sociale, de la recherche en général, sur les politiques nationales et locales d'urbanisme et de transport, sur les inégalités sociales, etc.

Le PCF estime indispensable l'instauration d'un droit à l'autonomie, intégré dans la branche maladie de la sécurité sociale, mis en œuvre au sein d'un grand service public de l'autonomie.

Ce dispositif pourrait être financé par l'arrêt des exonérations des cotisations sociales patronales 50 milliards € (30 mds€ d'exonération et 20 mds€ d'allègement liés au CICE).

Claude Chavrot



## EN EUROPE ET DANS LE MONDE

# l'ordolibéralisme à l'œuvre

Après ces élections européennes, il importe, dans les rapports politiques actuels, de travailler à bâtir un monde social et humain face à celui, inhumain et anti-social, du système capitaliste mondialisé qui, depuis plusieurs décennies, détruit les constructions sociales instaurées à partir de 1945.

Les forces néolibérales cherchent à relever le taux de profit au maximum en s'en prenant aux fondamentaux conquis au XX<sup>e</sup> siècle, notamment la Sécurité sociale et le droit du travail. C'est une déconstruction des droits des salariés, des retraités, et du monde du travail.

Cette offensive capitaliste est issue des théories libérales anglo-saxonnes des années Reagan et Thatcher. En 2005, le traité constitutionnel européen poursuivait cette offensive ; celle du marché « libre et non faussé ». Le vote, exprimant le refus du peuple français, a été renié par Sarkozy et par les socialistes à l'Assemblée nationale. Ce traité montre plus que jamais sa puissance de destruction et sa malfaisance pour les populations, notamment les plus fragiles. Certaines atteignent un tel niveau de pauvreté que l'on peut dire qu'elles sont renvoyées dans des misères ancestrales.

### Avec ce traité et ses suites, « le renard est dans le poulailler » et il va falloir l'extirper

Nous constatons, aujourd'hui, l'étendue des dégâts, ne serait-ce sur la couverture sociale, qui s'est effondrée dans la plupart des pays développés où existaient les droits les plus élevés. Les guerres commerciales s'accompagnent de conflits militaires et de prises de pouvoir autoritaire pour faire régner l'ordre capitaliste comme aux confins de l'Europe, au Moyen-Orient et en Amérique du sud. Là règne l'impérialisme qui entend imposer ses vues y compris à l'intérieur de l'Europe.

Les systèmes de protection sociale, de santé, de retraite, de droits sociaux pour les populations les plus en difficultés ont été remis en cause. Dans certains pays, il n'en reste que des lambeaux. C'est le cas par exemple de la retraite, où en Europe, après la guerre, ont été conquis des systèmes protecteurs pour les travailleurs et les populations. Ces systèmes solidaires tendent à être remplacés par des assurances vie et des fonds de pensions de nature individuelle.

### Le modèle social français

En France, les attaques en cours visent les fondations de la Sécurité sociale mise en place par les communistes et la CGT à la Libération. Le système à point de Macron conduira, si on le laisse faire, à des retraites minimales et amèneront ceux qui le peuvent à souscrire à des fonds de pensions ou des assurances vie. En 2007, Denis Kessler, ancien vice-président du Medef et président aujourd'hui d'un groupe assurantiel, déclarait, dans le journal patronal *Challenges* : « Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance. Un compromis entre gaullistes et communistes... À y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance » !

Il n'y a donc pas de hasard et autour de ce que nous pouvons appeler l'ordre libéral, l'autoritarisme se développe partout en Europe, cherchant à imposer la mise en œuvre de politiques de démantèlement des droits sociaux et syndicaux. L'ordolibéralisme se développe aux États-Unis avec Donald Trump. Il veut régenter l'Europe et cherche à agglomérer toutes les forces réactionnaires, nationalistes et populistes pour mettre les peuples à genoux devant le profit-roi.

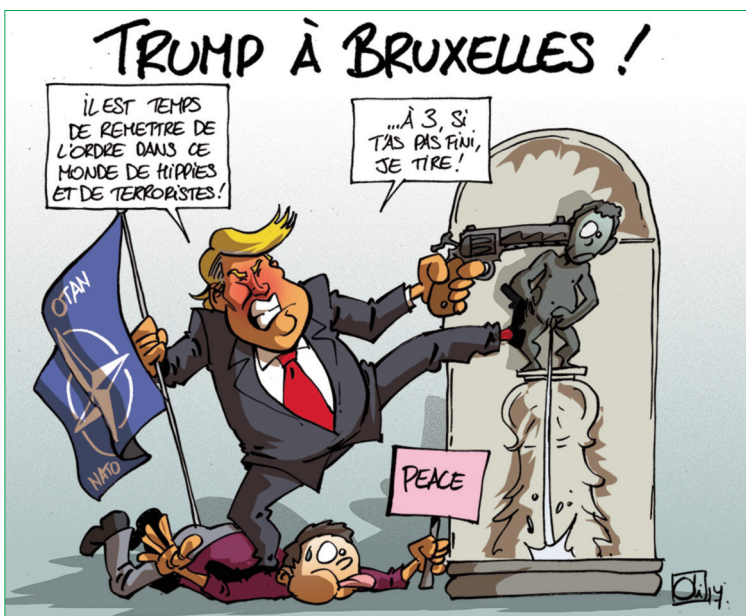
### L'heure est aux luttes et au rassemblement du monde du travail et d'une gauche de progrès

Nous avons vraiment besoin d'une Europe de la coopération, du développement économique et sociale, de la paix. Nous avons à la construire notamment avec les retraités-es premières victimes de cet aggiornamento ordo-libéral.

Nous avons à bâtir une autre Europe que celle des dominants, des xénophobes et des fascistes genre Salvini en Italie.

Dans les conditions de ce jour, Le Parti communiste continuera d'agir pour une Europe de l'humain face à celle de l'argent.

Bernard Lamirand



## une nouvelle bataille

La bataille pour les retraites qui s'engage constitue un combat majeur concernant les richesses créées : entre les prélèvements financiers du capital et les prélèvements publics et sociaux. La véritable « clé de voûte » du système Macron est de fixer chaque année « d'en haut » la valeur du point de retraites pour limiter à 14% la part des richesses produites dans entreprises (PIB) consacrée aux retraites.

L'alternative est donc soit le développement d'une vie digne, pour une sécurisation de tous les moments de la vie et une émancipation progressive des contingences matérielles, soit des béquilles et compensations d'une vie fatalement difficile, aggraver par une concurrence de tous contre tous.

Bien qu'il soit actuellement à l'équilibre, notre système de retraite est malade du chômage et de la précarité, de l'internationalisation, de la financiarisation. À l'opposé du *statu quo*, cela exige une réforme de progrès social. Pour cela, il est nécessaire de faire le lien avec l'emploi et le type de croissance ; d'instaurer une modulation du taux de cotisations sociales, pour en augmenter la masse ; de taxer les revenus financiers des entreprises.

### Trois défis démographiques et sociétaux à relever

L'augmentation de la part des plus de 60 ans constitue un défi sur la répartition des richesses

(le « gâteau ») mais aussi sur le besoin de les accroître (un gâteau plus grand) et de les produire autrement (changer la recette du gâteau).

L'allongement de la durée de vie contribue à créer un troisième âge, et même un quatrième âge, comme un défi de civilisation posé collectivement à notre société. Il s'agit notamment du défi d'un nouveau service public de la retraite.

L'aspiration à un autre mode de vie épanoui pose des questions culturelles et sociétales fondamentales. Cela concerne le rôle des retraités dans la société, la conception d'une retraite nouvelle période de la vie, ainsi qu'une conception ambitieuse et créative d'un service public des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> âge.

### Pour une retraite émancipatrice et développant l'apport des retraités à la société

Des orientations fortes sont indispensables pour un nouvel âge du système de retraites. Il s'agirait d'œuvrer au développement des points forts actuels du système : retraite par répartition, entre actifs et inactifs, caractère redistributif (solidarités) des pensions et niveau relativement élevé (en France les retraités ont un actuellement un niveau de vie comparable à celui des actifs), lien du financement à l'emploi et la base salaires, ainsi qu'à l'entreprise, lieu de production des richesses par les travailleurs.

Nous portons l'idée d'une nouvelle civilisation. Une civilisation où la retraite est une nouvelle période d'une vie digne, pleine et active, alors qu'à l'opposé l'âge de départ effectif se rapproche terriblement de l'espérance de vie en bonne santé. Nous voulons une société pour tous les âges où les retraités sont un apport à la société, au développement des activités sociales. Il s'agit de poursuivre et pousser le combat auquel s'est identifié en son temps Ambroise Croizat comme des millions d'anonymes.

groupe de travail *Retraite* du PCF



Nom, prénom

Adresse

Mail

signature

Pour recevoir *Plein Temps* à l'adresse ci-dessus

je verse..... euros

### pour recevoir *Plein Temps* par la poste

Édition trimestrielle, *Plein Temps* est élaboré par le collectif *Activité en direction des retraité-e-s* du PCF. Il est transmis via internet.

Toutefois, nombre de **lecteurs et lectrices, retraité-e-s ou pas**, souhaitent recevoir un exemplaire papier chez eux. C'est possible, en nous faisant parvenir son adresse (*bulletin ci-contre*) et un chèque de 10 euros minimum qui couvrira les frais d'envoi pour un an.

**Nous appelons les abonnés à renouveler leur aide chaque année.**

Découper et adresser à :  
PCF/Collectif *Activité en direction des retraité-e-s*  
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris cedex 19